

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
LA RECHERCHE INTERNATIONALE

Destinataire :

voir le formulaire PCT/SA/220

PCT

OPINION ÉCRITE DE L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE (règle 43bis.1 du PCT)

Date d'expédition
(jour/mois/année) voir le formulaire PCT/SA/210 (deuxième feuille)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire
voir le formulaire PCT/SA/220

POUR SUITE À DONNER
Voir le point 2 ci-dessous

Demande internationale No.
PCT/FR2004/001573

Date du dépôt international (jour/mois/année)
23.06.2004

Date de priorité (jour/mois/année)
23.06.2003

Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB
B65D83/00, B65D1/32, A45D40/00, A45D34/04, A47K5/122

Déposant
CAPITAL INNOVATION

1. La présente opinion contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :

- Cadre n° I Base de l'opinion
- Cadre n° II Priorité
- Cadre n° III Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle
- Cadre n° IV Absence d'unité de l'invention
- Cadre n° V Déclaration motivée selon la règle 43bis.1(a)(i) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration
- Cadre n° VI Certains documents cités
- Cadre n° VII Irégularités dans la demande internationale
- Cadre n° VIII Observations relatives à la demande internationale

2. **SUITE À DONNER**

Si une demande d'examen préliminaire internationale est présentée, la présente opinion sera considérée comme une opinion écrite de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, sauf dans le cas où le déposant a choisi une administration différente de la présente administration aux fins de l'examen préliminaire international et que l'administration considérée a notifié au Bureau international, selon la règle 66.1bis.b), qu'elle n'entend pas considérer comme les siennes les opinions écrites de la présente administration chargée de la recherche internationale.

Si, comme cela est indiqué ci-dessus, la présente opinion écrite est considérée comme l'opinion écrite de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, le déposant est invité à soumettre à l'administration chargée de l'examen préliminaire international une réponse écrite, avec le cas échéant des modifications, avant l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi du formulaire PCT/SA/220 ou avant l'expiration d'un délai de 22 mois à compter de la date de priorité, le délai expirant le dernier devant être appliqué.

Pour plus de détails sur les possibilités offertes au déposant, se référer au formulaire PCT/SA/220.

3. Pour de plus amples détails, se référer aux notes relatives au formulaire PCT/SA/220.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de la recherche internationale



Office européen des brevets
D-80298 Munich
Tél. +49 89 2399 - 0 Tx: 523656 epmu d
Fax: +49 89 2399 - 4465

Fonctionnaire autorisé

Appelt, L

N° de téléphone +49 89 2399-2570



IAP20 Rec'd 2005 22 DEC 2005

Cadre n°1 Base de l'opinion

1. En ce qui concerne la langue, la présente opinion a été établie sur la base de la demande internationale dans la langue dans laquelle elle a été déposée, sauf indication contraire donnée sous ce point.
 - La présente opinion a été établie sur la base d'une traduction de la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée dans la langue suivante , qui est la langue de la traduction remise aux fins de la recherche internationale (selon les règles 12.3 et 23.1.b)).
2. En ce qui concerne la ou les séquences de nucléotides ou d'acides aminés divulguées dans la demande internationale, le cas échéant, la recherche internationale a été effectuée sur la base des éléments suivants :
 - a. Nature de l'élément :
 - un listage de la ou des séquences
 - un ou des tableaux relatifs au listage de la ou des séquences
 - b. Type de support :
 - sur papier sous forme écrite
 - sur support électronique sous forme déchiffrable par ordinateur
 - c. Moment du dépôt ou de la remise :
 - contenu(s) dans la demande internationale telle que déposée
 - déposé(s) avec la demande internationale, sous forme déchiffrable par ordinateur
 - remis ultérieurement à la présente administration aux fins de la recherche
3. De plus, lorsque plus d'une version ou d'une copie d'un listage des séquences ou d'un ou plusieurs tableaux y relatifs a été déposée, les déclarations requises selon lesquelles les informations fournies ultérieurement ou au titre de copies supplémentaires sont identiques à celles initialement fournies et ne vont pas au-delà de la divulgation faite dans la demande internationale telle que déposée initialement, selon le cas, ont été remises.
4. Commentaires complémentaires :

Cadre n° II Priorité

1. Le ou les documents suivants n'ont pas encore été remis :
 - copie de la demande antérieure dont la priorité a été revendiquée (règles 43bis.1 et 66.7.a)).
 - traduction de la demande antérieure dont la priorité a été revendiquée (règles 43bis.1 et 66.7.b)).

En conséquence, il n'a pas été possible de considérer comme valable la revendication de priorité. La présente opinion a néanmoins été établie sur la présomption selon laquelle la date pertinente est la date de la priorité revendiquée.
2. La présente opinion a été établie comme si aucune priorité n'avait été revendiquée, du fait que la revendication de priorité a été jugée non valable (règles 43bis.1 et 64.1). Dès lors pour les besoins de la présente opinion, la date du dépôt international indiquée plus haut est considérée comme la date pertinente.
3. L'administration chargée de la recherche n'a pas été en mesure de déterminer la validité du droit de priorité, étant donné qu'à la date à laquelle a été effectuée la recherche aucune copie du document de priorité n'était disponible (Règle 17.1). Cette opinion a néanmoins été établie sur la présomption que la date pertinente est la date de priorité revendiquée.
4. Observations complémentaires, le cas échéant :

Cadre n° V Déclaration motivée selon la règle 43bis.1(a)(i) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Déclaration

Nouveauté	Oui : Revendications	6,8,9,11,12,20,21,23-25,28,29,32,38,42,43,45
	Non : Revendications	1- 5,7,10, 13-19,22,26,27,30,31,33-37,39,40,41,44,46
Activité inventive	Oui : Revendications	23,24,28,29,42
	Non : Revendications	6,8,9,11,12,20,21,25,32,38,43,45
Possibilité d'application industrielle	Oui : Revendications	1-46
	Non : Revendications	

2. Citations et explications

voir feuille séparée

Cadre n° VIII Observations relatives à la demande internationale

Les observations suivantes sont faites au sujet de la clarté des revendications, de la description et des dessins et de la question de savoir si les revendications se fondent entièrement sur la description :

voir feuille séparée

**OPINION ECRITE DE L'ADMINISTRATION
CHARGEÉE DE LA RECHERCHE
INTERNATIONALE (FEUILLE SEPAREE)**

Demande internationale n°

PCT/FR2004/001573

Il est fait référence aux documents suivants :

- D1: US-A-2 085 446 (LOUIS PHILIPPE) 29 juin 1937 (1937-06-29)
- D2: FR-A-2 791 329 (SCHIAVON GERRY) 29 septembre 2000 (2000-09-29)
- D3: US-A-3 833 154 (MARKOWITZ I) 3 septembre 1974 (1974-09-03)
- D4: CH 190 679 A (SUK HEINRICH) 15 mai 1937 (1937-05-15)
- D5: US-A-4 660 747 (DUDEK PETER P ET AL) 28 avril 1987 (1987-04-28)
- D6: DE 31 17 623 A (GMEINER FRED) 18 novembre 1982 (1982-11-18)
- D7: GB 890 348 A (HEDLEY THOMAS & CO LTD) 28 février 1962 (1962-02-28)
- D8: NL-C-1 005 121 (LAHAYE RENE LOUIS JEAN ;TIJHUIS GERRIT JAN (NL)) 30 juillet 1998 (1998-07-30)
- D9: US-B-6 176 3991 (GROSS RICHARD A ET AL) 23 janvier 2001 (2001-01-23)
- D10: GB-A-2 297 959 (CUSSONS INT LTD) 21 août 1996 (1996-08-21)

Concernant le point V

Déclaration motivée quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

Revendication 1

En se référant uniquement aux termes de la revendication 1, l'homme de métier pourrait avoir l'impression que le dispositif pour la distribution d'un produit liquide ou visqueux est caractérisé par un moyen structurel pour mettre en surpression au moins une partie du dispositif, la surpression étant différente dans un état de repos et dans la condition d'utilisation et que l'utilisateur du dispositif, afin de provoquer l'exfiltration du produit sur la zone de distribution, doit exercer une action directe sur ladite zone de distribution.

Cependant, en considérant le contenu de la revendication 2, il est évident que le moyen pour mettre le dispositif en surpression peut également être la pression atmosphérique et que les pressions dans l'état de repos et dans la condition d'utilisation sont égales.

De plus, la description (voir les pages 22 à 24), les revendications (voir en particulier les revendications 36 et 46) et les figures (voir en particulier les figures 29, 38 et 39) indiquent clairement que l'utilisateur ne doit pas exercer l'action définie dans la revendication 1 directement sur la zone de distribution afin de remplir les conditions énoncées dans cette revendication.

Dans les revendications 11, 20, 21, 32, 38, 43 et 45, des légères modifications de construction du dispositif selon la revendication 1 sont définies; ces modifications entrent dans le cadre de la pratique courante pour la personne du métier et les avantages qui en résultent sont aisément prévisibles. En conséquence, les objets de ces revendications dépendantes n'impliquent pas non plus une activité inventive.

La solution proposée dans les revendications 23, 24, 28, 29 et 42 de la présente demande ne découle pas de manière évidente des documents disponibles et, par conséquent, est considérée comme impliquant une activité inventive (article 33 (3) PCT).

Concernant le point VIII

Certaines observations relatives à la demande internationale

En se référant aux observations énoncées ci-dessus (voir le point V), il semble que la revendication 1 manque de clarté et, de plus, n'est pas supportée par la description, contrairement à l'article 6 PCT.

De plus, les modes particuliers de réalisation décrits dans la présente demande comportent au moins quatre moyens différents de mettre le dispositif en surpression et au moins sept moyens différents de constituer la zone de distribution.

Par conséquent, il semble impossible de formuler des nouvelles revendications contenant tous les modes de réalisation inclus dans les présentes revendications sans contrevenir aux critères d'unité d'invention énoncés dans les règles 13.1 et 13.2 PCT.

Par conséquent, l'objet de la revendication 1 interprétée sous les aspects résultant de la description et des revendications dépendantes, n'est pas nouveau.

Un tel dispositif, à savoir un dispositif comportant un moyen de suppression structurel ou non, comprenant une zone de distribution avec des ouvertures empêchant l'exfiltration du produit et étant activées par une action quelconque sur le dispositif est décrit dans chacun des documents D1 et D5 à D10.

En conséquence, la présente demande ne remplit pas les conditions énoncées dans l'article 33 (1) PCT, l'objet de la revendication 1 n'étant pas conforme au critère de nouveauté défini par l'article 33 (2) PCT.

Revendications dépendantes

En outre, le document D1 décrit les caractéristiques additionnelles des revendications 3 à 5, 7, 13 à 15, 22 et 44 (voir Fig. 1, 2).

Le document D6 décrit les caractéristiques additionnelles des revendications 3, 10, 13, 35 à 37.

Les caractéristiques des revendications 2, 26 et 27 sont également connues du document D7.

Le document D8 décrit les caractéristiques des revendications 2, 30 et 31.

Le document D9 décrit les caractéristiques additionnelles des revendications 2, 10, 13 à 19, 33 à 35 et 44.

Le document D10 décrit les caractéristiques additionnelles des revendications 2, 10, 13 à 16, 39 à 41 et 46.

Par conséquence, les objets des revendications dépendantes précitées ne sont également pas conformes au critère de nouveauté défini par l'article 33 (2) PCT.

Les objets des revendications 6, 8, 9, 12 et 25 sont considérées évidentes au vu des documents D2 (revendication 6), D3 (revendications 8, 9 et 25) et D4 (revendication 12).